

Voix et Visages

ASSOCIATION NATIONALE DES ANCIENNES DÉPORTÉES ET INTERNÉES DE LA RÉSISTANCE - 241, RD ST GERMAIN, PARIS 7 - 551 34 14

Les trois anniversaires de l'année de Gaulle



Il est né il y a cent ans ; il est mort il y a vingt ans. Les biographies ont parfois de ces rapprochements curieux.

Que de souvenirs elles évoquent ! Avec quelle émotion et quelle joie nous avons entendu l'appel, le 18 juin 1940 (il y a cinquante ans, autre anniversaire !) du premier des Français libres !

Nous n'avons pas la prétention de retracer en quelques lignes l'histoire d'un homme qui a changé celle de la nation. Ne parlons donc que de ce qu'il a représenté pour nous. Que serions-nous devenus sans lui ? Des collaborateurs malgré eux ? Des résistants inefficaces et désespérés ? Grâce à lui nous avons repris confiance, nous avons retrouvé notre honneur, fait triompher notre combat, le sien, celui de la France, quitte à le payer cher, mais sans regret.

D'autres ont préféré leur confort, ou se sont moqués de son prétendu "orgueil", ignorant, volontairement, ou non, le mot juste de fierté ou ont trouvé que sa présence à la tête du pays durait trop longtemps ("Dix ans, ça suffit !"). Quand on pense à ces Français perpétuellement critiques et portés vers le changement, on est tenté d'évoquer cette pièce de Claudel où l'un des personnages, parlant d'un homme tout dévoué à son souverain, demande à ce dernier : "Que lui donnerez-vous pour prix de son sacrifice ?" et s'attire cette réponse : "La plus grande des récompenses : l'ingratitude".

Cela peut paraître une boutade. Rien, pourtant, ne traduit mieux une disposition trop naturelle des Français. Laissons-là aux égoïstes, aux lâches, aux indifférents. Notre cœur à nous n'est pas blasé. Nos souvenirs ne périront qu'avec nous.

Comment écrire l'histoire de la déportation ?

Tel est le titre de la conférence-débat que l'Association pour la Recherche à l'École des Hautes Études en Sciences sociales a organisée, le mois dernier, sur le Ravensbrück de Germaine Tillion. La conférence a été animée par Pierre Vidal-Naquet, par Geneviève de Gaulle et par Anise Postel-Vinay, et précédée d'un exposé où Germaine Tillion a expliqué pourquoi il lui semblait indispensable de reprendre une partie de la rédaction de son étude.

Lorsque des hommes de science discutent entre eux à propos d'un événement, il s'agit forcément d'un événement qu'ils ont reconstitué dans l'irréel de l'imagination, mais cet événement lui-même a existé, dans son infinie richesse de vie, dans son incommensurable crudité d'existence.

Les témoins de cet événement savent que ce qu'ils en perçoivent n'est qu'un infime fragment de ce qui s'est réellement passé ; en outre, lorsqu'un de ces témoins tente de relater ce qu'il a vu ou su, il répond alors à des questions, questions qu'on lui a posées ou qu'il se pose, et les questions délimitent, donc atrophient, les réponses qu'elles suscitent. Qui plus est, sur ce qui est évident, on ne s'interroge pas et, d'une décennie à l'autre, les questions changent : en 1989 on m'a demandé plusieurs fois *pourquoi* j'avais fait de la résistance. En 1945 je ne m'étais jamais posée cette question.

En mai et juin 1945, lorsque j'écrivais le premier *Ravensbrück*, je me suis donc délibérément limitée à mes propres observations et à quelques faits qu'on pouvait recouper. Je disposais, en effet, de plusieurs centaines de témoignages, en partie recueillis en Suède dès notre libération, car j'avais alors demandé à chaque camarade le numéro qu'elle portait au camp, la date de départ et d'arrivée de son train, le nom de quelques femmes déportées de son wagon, celui des kommandos où elles étaient passées, celui de celles qu'elles avaient vu mourir... Je n'avais pas encore eu accès aux aveux criminels nazis.

Deux ans plus tard, exactement en janvier 1947, j'eus le droit d'assister (à Hambourg et à Rastadt) aux procès de quelques-uns d'entre eux.

Leurs dépositions — en particulier sur les assassinats par gaz — furent beaucoup plus précises et complètes que ce que nous avions pu savoir en regroupant nos seules observations. En les publiant avec les nôtres — ce fut le deuxième *Ravensbrück* — je pensais répondre aux principales questions. Même à

celles des gens de mauvaise foi qui déjà se manifestaient.

Pendant ce temps — c'est-à-dire depuis 1945 jusqu'à ce jour — les magistrats de l'Allemagne de l'Ouest inculpaient et entendaient 91 160 personnes compromises dans les crimes hitlériens (sans compter les témoins à charge ou à décharge qui défilèrent à cette occasion).

Cette nouvelle masse d'informations confirmait nos propres témoignages ainsi que les dépositions des criminels déjà jugés et les rares documents écrits que des prisonnières avaient pu sauver au péril de leur vie, mais ils les complétaient, ils les éclairaient.

J'ai toujours pensé que nos camarades et leurs familles avaient le droit d'être tenues au courant de tout ce qu'on pouvait savoir sur Ravensbrück, et cela constituait donc une raison de revoir et de compléter mon texte.

Ce ne fut pas la seule.

Dire le *vrai* ne suffit pas, il faut aussi dire le *juste*.

En 1945, tout ce qui participait de l'Allemagne, à cause de la nationalité des nazis, m'inspirait encore de l'horreur, et nous étions nombreuses à partager cette horreur... Quelques dizaines d'années plus tard, il me semblait que, pour ne pas être une mauvaise action, un livre sur les crimes concentrationnaires devait mentionner *aussi* le calvaire du peuple allemand et ses efforts pour échapper à l'emprise totalitaire — sans passer sous silence, toutefois, les zones de responsabilité d'un grand pays structuré.

De 1939 à 1945, en effet, à tous les niveaux d'autorité, les fonctionnaires se transmettaient des ordres dits secrets, tandis que des trains, par milliers, traversaient l'Allemagne de part en part, stationnaient dans les gares sous la garde de milliers de cheminots contrôlés par des ingénieurs nombreux. Qui voulait vraiment savoir savait — du moins au niveau de ceux qui font fonction de réfléchir. Par exemple les professeurs de philosophie.

4° P. 4616

La façon dont sont présentés, dans la plupart des témoignages, certains prisonniers ou prisonnières faisant fonction de *Kapo*, de *blockova*, de *blockalteste*, etc. — en un mot ce qu'on peut appeler "la hiérarchie parallèle des camps" — me semblait aussi constituer une source d'erreurs et d'injustices.

On sait que les nazis utilisèrent au maximum le matériel humain qu'ils stockaient et que, pour cela, ils créèrent des degrés hiérarchiques de misère. De ce fait, il y eut mille camps dans chaque camp, mille conditions de survie ou de non survie — y compris à Auschwitz — et chaque témoignage doit par conséquent être lu au travers de ces prismes.

Les catégories relativement privilégiées se recrutèrent parfois dans la pègre mais, faute de pègre, elles furent aussi choisies à l'ancienneté — donc parmi ceux ou celles qui possédaient le mieux ce qu'on peut appeler la science carcérale, c'est-à-dire nos meilleurs témoins, les plus informés, les plus sûrs... Or ils furent nombreux à prendre des risques énormes pour protéger et informer leurs camarades. Et cela devait être dit.

Dans ce cadre, les jugements sommaires, portés par les déportés français sur les Polonais ou Polonaises utilisés par les SS me semblaient particulièrement injustes ; car, en 1943, lorsque nos premiers convois arrivèrent dans les camps, les prisonniers venus de Pologne subissaient le laminage concentrationnaire (et les éliminations qu'il inclut) depuis quatre longues années...

Il était injuste aussi d'opposer radicalement, à partir de quelques exemples, les prisonnières de droit commun et les politiques : en danger de mort, le courage, l'honneur, se raidissent sans règle et sans frontières, et on m'en a cité des exemples.

Je voulais réparer également une troisième "exactitude injuste" envers mon propre pays.

Tandis que j'écrivais le second *Ravensbrück*, j'avais reçu le récit des tortures subies en Algérie en 1957, par une enseignante que je savais totalement innocente et totalement fiable. J'avais alors été bouleversée en apprenant que la charité, la compassion humaine avaient été représentées dans nos prisons par un ancien SS, et j'avais tenu à publier ce récit en annexe, comme acte de foi dans la race humaine, la seule que je connaisse.

Des lecteurs ont pu croire que j'appartenais les crimes commis au cours des affrontements coloniaux en Algérie ou au Vietnam avec ceux de l'ère nazie. Certes, dans mon passé proche, crimes il y eut, mais on ne peut pas, on ne doit pas confondre des atrocités commises dans la panique du danger immédiat avec les exterminations planifiées du nazisme, civilisation criminelle dans son essence, dans son idéal.

Les deux premières raisons qui me contraignirent à reprendre mon enquête furent donc la volonté de confronter toutes les informations dont on pouvait disposer et la nécessité de peser scrupuleusement chaque jugement — mais il y en eut aussi une troisième : la passion que nous partageons tous et qui nous réunit ce soir, celle de comprendre.

Dès 1945, j'avais pensé que les recrudescences d'assassinats dans les camps, ainsi que leurs accalmies correspondaient entre elles, mais aussi avec un plan, et qu'il fallait par conséquent étudier ensemble l'évolution de tous les camps, en confrontant cette évolution avec celle de la guerre, et aussi avec les

relations personnelles que les chefs nazis avaient entretenues entre eux — notamment Hitler, Goering et Himmler.

Hitler a souvent conduit sa guerre et sa politique au coup par coup, mais l'ensemble de son entreprise d'extermination apparaît comme longuement pensée à part, menée à part, et confiée entièrement à un seul homme : Heinrich Himmler. A cette homogénéité, à cette cohérence elle dut son efficacité.

A l'intérieur de la gigantesque mécanique concentrationnaire, avec les hommes, les moyens et les pratiques qu'elle avait formés, en utilisant aussi le personnel médical recruté dès 1939 pour l'assassinat des malades allemands, Himmler conduisit le génocide juif — trois entreprises conçues pour se compléter, exécutées avec le même personnel, sous la direction permanente et unique d'un homme

Intervention de Geneviève Anthonioz

A travers plus d'un demi-siècle, Germaine Tillion n'a pas cessé de rechercher la vérité sur les camps de concentration. C'est d'abord à Ravensbrück, où je la rencontre en février 1945 ; je fais partie du convoi de sa mère, Madame Émilie Tillion qui devait être gazée à cause de ses cheveux blancs. Germaine a commencé à nous expliquer les lois qui régissaient l'univers effroyable (et en apparence absurde) où nous nous trouvions.

Elle cherchait avec clairvoyance et courage à démonter mentalement, à comprendre la mécanique qui nous écrasait. "C'était, disait-elle, une puissante source de sang-froid, de sérénité, de force d'âme". Comme nous serions très peu nombreuses à survivre, il ne fallait rien négliger pour "donner à la vérité toutes ses chances".

Déjà, à Ravensbrück même, elle nous montre l'aspect économique du système concentrationnaire, les bénéfices considérables qu'il rapporte à Himmler et aux dignitaires nazis. Déjà, aussi, elle dévoile la logique de l'extermination.

A son retour du camp, malade, épuisée, blessée à mort par l'assassinat de sa mère, Germaine Tillion expose sa recherche de la vérité dans un *Cahier du Rhône* : "Ravensbrück". Vingt-sept ans plus tard paraît son deuxième *Ravensbrück*. Elle a interrogé les témoins, les procès des responsables des camps, les archives qu'on commence à inventorier. Et elle montre ce grand camp de femmes comme un fragment du système

seul, un homme dont les ambitions et les machinations varièrent : d'abord complaire servilement à un tyran, puis ensuite le tromper et le remplacer.

Étudier tout cela par tranches séparées, comme c'est actuellement le cas, c'est s'interdire de comprendre les vrais motifs de certains à-coups de l'extermination, et par cela même s'interdire d'y réfléchir. Pouvoir réfléchir au plus grand péril jamais connu par l'humanité dans son ensemble, tel a toujours été mon obsession : non pas épuiser le sujet, il est trop gigantesque, mais le définir.

Il reste encore des questions auxquelles les informations qu'on possède ne permettent pas encore de répondre, et il reste aussi des sources de documents à explorer, en Allemagne de l'Est, en URSS... C'est le moment de se mettre à l'ouvrage.

concentrationnaire allemand qu'il faut essayer de reconstituer.

Surtout, notre camarade ouvre la voie à suivre pour les historiens "au confluent de l'enquête orale, menée avec des méthodes scientifiques positives, et des documents ayant suivi le traitement critique indispensable".

Après quinze autres années de réflexion et de recherches, paraît le troisième *Ravensbrück*, qui est bien plus qu'une réédition, une nouvelle étape dans la quête historique non seulement parce que d'autres documents ont été mis au jour, mais parce qu'on connaît de mieux en mieux "la face cachée du nazisme, qui, de par le secret qu'elle imposa, de par le personnel spécialisé qu'elle exigea, constituait le fondement de l'État, puis de la nation, tous deux réduits à se recomposer sur cette assise souterraine".

Là encore, Germaine Tillion montre le chemin aux historiens. Il n'est pas de recherche sérieuse de la vérité sur l'univers concentrationnaire si elle n'est pas replacée dans la doctrine nazie.

A la falsification de l'histoire, il faut répondre par une connaissance de plus en plus approfondie d'un système qui a fabriqué des génocides et qui est tout entier un crime contre l'humanité. C'est l'œuvre à laquelle s'est consacrée Germaine Tillion, si terrible qu'ait été pour elle la rédaction de ses trois *Ravensbrück*.

* Les citations sont toutes de Germaine Tillion

Intervention d'Anise Postel-Vinay

Mon intention est simplement de rappeler ici quelques-unes des difficultés propres au sujet choisi par Pierre Vidal-Naquet. Vous les connaissez, bien sûr, mais il peut être bon d'en donner quelques exemples concrets.

Ces difficultés tiennent d'abord à l'horreur du sujet qui fait reculer les chercheurs les plus résolus. Elles tiennent ensuite au secret qui a isolé le monde des camps pendant douze ans. Elles tiennent encore au caractère forcément parcellaire des témoignages des survivants et aussi au fait que les informations données par les chefs S.S. ont été recueillies dans le cadre d'une justice à rendre et non dans celui de l'histoire à écrire. Quant aux documents de l'administration S.S. qui ont échappé aux

destructions, ils sont assez nombreux, mais très inégalement répartis. De plus, certains sont codés et parfois truqués. Toutes ces sources, écrites dans une dizaine de langues différentes, sont dispersées dans le monde entier, et dans diverses instances par pays !

Néanmoins, à force de recherches, de confrontations, de recoupements, on peut patiemment retracer des épisodes entiers qui s'inscrivent dans ce que Germaine Tillion a appelé le cône concentrationnaire. L'étude de Serge Choumoff sur le centre d'extermination d'Hartheim est l'un de ces épisodes-clefs du système concentrationnaire.

Premier obstacle à franchir : l'horreur du sujet. Lorsqu'on a surmonté sa répulsion à

s'enfoncer dans l'ignoble, il faut tenir bon ; ne pas reculer devant la nécessité d'en connaître toujours davantage. Car comme l'a constaté le procureur allemand Willi Drensen, que nous avons la chance d'avoir parmi nous ce soir et qui est spécialisé dans l'investigation des crimes nazis, non seulement les survivants n'ont pas "grossièrement exagéré" comme on le leur reproche souvent, mais chacun n'a connu qu'une infime partie de la masse des crimes. Il faut pouvoir supporter que le dernier cercle de l'enfer où l'on croit être arrivé ne soit éternellement que l'avant-dernier. Et ce n'est pas le moindre mérite d'une Germaine Tillion, d'avoir trouvé le courage, dès son retour, de fouiller une réalité insoutenable.

Deuxième difficulté, *le secret*. Le mur de silence élevé autour de ces gigantesques et moderne broyeur d'esclaves ne facilite pas le travail : rien dans la presse de l'époque, très peu de correspondance clandestine, des archives très secrètes destinées à être détruites en cas de danger, ce qui fut fait en grande partie, l'univers à la fois clos, quasi-étanche des camps, et à la fois éclaté en des centaines de lieux en Allemagne, en Pologne et même à l'Ouest (camps de concentration du Struthof en France et de Herzogenbusch en Hollande), cet univers est resté pratiquement caché aux yeux du monde jusqu'à l'arrivée des Alliés. Tout le monde connaissait son existence redoutable. Mais rarissimes étaient ceux qui savaient avec précision en quoi il consistait.

Troisième difficulté : le caractère inévitablement *parcellaire des témoignages* des survivants. Cela peut être parfois gênant. Mais ces témoignages sont si nombreux que si l'on prend le temps de les lire tous, et soigneusement, on finit la plupart du temps par trouver les éléments du puzzle que l'on cherche à reconstituer. De plus, certains témoignages, certains récits de la dimension d'un livre sont remarquables, et dans ce cas, tout est à retenir. Enfin quelques rares détenus ont eu la volonté, sur place, de chercher à voir et à retenir. Pour Ravensbrück, c'est le cas de Germaine Tillion, ethnologue de métier, c'est aussi le cas de l'historienne polonaise Wanda Kiedrzyńska, et de journalistes, comme Marie-Claude Vaillant-Couturier et la Norvégienne Sylvia Salversen. En 1981, Wanda Kiedrzyńska avait répertorié 3974 publications de tous les pays sur les camps. Et ce chiffre ne comprend pas les témoignages non édités, accumulés dans diverses instances historiques et dans les associations d'anciens déportés de toute l'Europe. Il existe donc de très nombreux témoignages de survivants, mais extrêmement dispersés et pas du tout inventoriés.

Les témoignages des S.S., eux, sont rassemblés dans les actes de leurs procès, souvent traduits, publiés même en ce qui concerne les procès de Nuremberg, donc relativement accessibles. Mais, et c'est la quatrième difficulté que j'évoquais tout-à-l'heure, tout ce personnel S.S. des camps de concentration a été questionné en vue de déterminer s'ils étaient coupables ou non et de quoi. Mais une vue globale de leur activité dans le système concentrationnaire n'était pas recherchée par la Justice. Si bien que, par exemple lorsque les Américains ont mis la main sur le sous-officier Otto Moll, il a été rapidement jugé dans le procès de Dachau et condamné à mort pour avoir tué des détenus lors des évacuations de la fin. Or Moll avait été le chef des crématoires d'Auschwitz où

son comportement fut d'une cruauté inouïe ; puis, après le démantèlement des chambres à gaz d'Auschwitz, il avait été envoyé à Ravensbrück pour procéder aux gazages de 1945 sous l'autorité de l'ancien chef de camp d'Auschwitz-Birkenau, le capitaine S.S. Schwartzhuber. On regrettera toujours que le témoignage de Moll n'ait pas été recueilli sur ses activités antérieures à ses derniers crimes.

Un autre exemple de la non concordance — inévitable — justice/histoire est le suivant : bien que, dans la mesure du possible, les Alliés aient essayé de grouper les procès du personnel S.S. par camp, certains accusés, notamment ceux que les Allemands d'aujourd'hui appellent les "criminels de bureau", S.S. que les détenus ne voyaient jamais, ont été jugés à part. C'est le cas du S.S. Oswald Pohl, chef de tous les camps de concentration, qui fut jugé à Nuremberg. En étudiant la deuxième série des gazages de Ravensbrück, celle du printemps 1945, je me heurtai à une contradiction dont je n'eus finalement la clef que dans les actes du procès Pohl et non dans celui de Ravensbrück. Je ne comprenais pas comment plusieurs témoignages de détenus et de S.S. pouvaient affirmer qu'on avait fait sauter la chambre à gaz de Ravensbrück le 2 ou le 3 avril 1945, alors qu'à la libération, le 1^{er} mai 1945, la chambre à gaz avait été vue, saccagée mais toujours debout, par nos libérateurs soviétiques et par plusieurs camarades médecins restés au camp avec les malades. Une note de bas de page d'une monographie sur le camp de Ravensbrück réalisée par la Centrale des Administrations Judiciaires pour l'investigation des crimes nazis de Ludwigsburg m'a mise sur la voie. Un détenu politique allemand, Walter Jahn, qui avait été interné au petit camp des hommes de Ravensbrück de 1941 à 1945, fut interrogé au cours de l'instruction du procès de Pohl, car il avait vu Pohl plusieurs fois à Ravensbrück. Il l'avait vu notamment à deux reprises, lors de deux inspections de travaux en février et mars 1945. Pohl était accompagné de l'ancien commandant d'Auschwitz, Rudolf Hoess (devenu à cette époque l'adjoint de l'Inspecteur Général des camps Glücks), du commandant de Ravensbrück Suhren, des médecins S.S. Trommer et Treite, et du chef de travaux S.S. Hensel. Quelle construction pouvait donc déplacer de si hauts personnages ? Rien d'autre qu'une double chambre à gaz en dur, moderne, dans laquelle notre camarade Jahn, radio-électricien de métier, avait installé tout un système de signaux optique et acoustique. Il en a fait un croquis pour l'instructeur américain. C'est donc cette chambre à gaz-là qui n'a sans doute jamais servi, que les S.S. ont fait sauter au début d'avril, et non la baraque en bois qui, elle, a abondamment servi jusqu'à la fin avril et que nos camarades ont encore vue à la libération. La chambre à gaz en dur, camouflée sous le nom de "nouvelle laverie", n'est mentionnée dans aucun des six procès du personnel S.S. de Ravensbrück, et dans aucun des témoignages de détenues que j'avais consultés. Mais depuis, j'ai découvert en Tchécoslovaquie un autre témoin, ancien du petit camp des hommes de Ravensbrück, qui, lui était bien au courant et en avait témoigné dès 1945.

La dernière difficulté dont je voudrais vous parler ce soir concerne les *documents administratifs*. Ils sont à aborder avec la plus grande circonspection. Je vais vous en donner deux exemples. Le premier a trait à une circulaire concernant la première sélection des

"malades" à exterminer. Lorsqu'en 1941, Himmler décida d'introduire dans ses camps de concentration le système de sélection et de mise à mort des malades mentaux en vigueur dans les hôpitaux psychiatriques polonais et allemands depuis la fin de 1939, il fit envoyer une circulaire dans les neuf grands camps de concentration, annonçant l'arrivée d'une commission médicale de Berlin. Les neuf camps concernés sont nommés un par un. La circulaire est datée du 10 décembre 1941. Mais Ravensbrück, alors le seul grand camp de femmes du Reich, n'y figure pas. Or décembre 1941 est précisément le moment où la sinistre commission médicale est à l'œuvre à Ravensbrück ! On n'aurait aucune autre preuve de cette "sélection" que le témoignage des survivantes, si, par chance, la justice allemande n'avait pas retrouvé les lettres d'un des médecins sélectionneurs à sa femme. Le jour et l'heure où il écrit sont méticuleusement notés, il est dans un bon hôtel de la région, il a liquidé tant de dossiers dans sa journée, le commandant de Ravensbrück lui a fait visiter ses animaux et il a eu d'excellentes lentilles au lard à midi, à la cantine des S.S. !

Pourquoi Ravensbrück n'est-il pas mentionné dans la circulaire du 10 décembre 1941 ? On ne le sait pas. Sans les recoupements que je viens d'indiquer, le chercheur civilisé de 1989 aurait pu imaginer que le camp des femmes avait été épargné... Voilà un raisonnement qu'il faut bannir absolument lorsqu'on étudie le comportement S.S. ! La pitié n'a plus cours dans l'Allemagne Nouvelle, Himmler et Hitler le répètent à tout propos. Une réflexion de la gardienne-chef de Ravensbrück lors de son procès en donne une illustration. "Des témoins ont rapporté", lui dit-on, que, "lorsque vous conduisiez les jeunes Polonaises à l'exécution, celles-ci titubaient, comme droguées. Auriez-vous tenté d'apaiser leur angoisse à l'aide d'une drogue ?" Grand éclat de rire de la gardienne ! "Elles m'énervaient quand elles criaient "Vive la Pologne" au moment de mourir. Je voulais leur fermer la gueule".

L'autre document qui requiert absolument témoignages et recoupements pour être apprécié est un ordre écrit d'Himmler, envoyé par télex à de nombreux destinataires au début d'octobre 1942 : tous les commandants de camps sont priés de se débarrasser de leurs détenus juifs. L'ordre qui concerne Ravensbrück est daté du 2 octobre 1942 : non seulement les juives de Ravensbrück doivent être désormais envoyées à Auschwitz, mais les Centres de Police doivent aussi envoyer directement à Auschwitz les juives nouvellement arrêtées. Or les envois de juives de Ravensbrück vers Auschwitz et Lublin avaient commencé dès le printemps de 1942 ; et après le 2 octobre, le 5, il ne partit guère pour Auschwitz qu'un convoi de 622 femmes, 522 juives, 90 témoins de Jéhovah et 10 autres.

Après cela, non seulement il restait encore des juives à Ravensbrück, mais il n'a pas cessé d'en arriver de nouvelles, souvent avec leurs enfants, par petits groupes, venant du Nord de la France, de Belgique, du Ghetto de Riga, de Roumanie, etc... Puis dès la fin de 1943 des petits convois de juives et de gitanes arrivèrent, sporadiquement d'Auschwitz. En 1944 ce furent les misérables convois des juives hongroises, mourantes.

On a pu faire les mêmes observations au camp de Gross Rosen où finalement, sur 120 000 détenus passés au camp de 1940 à

1945, il y eut 57 000 juifs. Le camp de Stuthof près de Dantzig vit passer aussi de très nombreux juifs, hommes et femmes, dont des milliers furent gazés sur place. Même si les juifs furent moins nombreux dans d'autres camps, il est clair que ceux qui, au vu de l'ordre de Himmler de 1942, définissent les camps de concentration comme des camps sans juifs sont bien loin de la réalité.

Tous les faits ne sont pas aussi difficiles à établir, loin de là ; mais une fois connues les difficultés à surmonter, et après avoir bien délimité ce que l'on ne saura jamais, comme la mortalité exacte dans certains camps et les

assassinats lors des évacuations de la fin, il sera possible de donner une image globale du système d'esclavage et d'extermination de l'Allemagne nazie. Il faudrait aussi faire un effort pour rassembler la documentation dispersée. Il restera alors à montrer comment ce système, pièce maîtresse de l'organisation financière S.S., devait devenir "la pierre angulaire du nouvel empire" comme l'a écrit David Rousset, comment le vaste projet de colonisation à l'Est ne pouvait se réaliser qu'avec lui et comment il s'insérait déjà, à cause des besoins de la guerre, dans les rouages traditionnels de l'État allemand.

Réflexions sur trois Ravensbrück

par Pierre Vidal-Naquet

"Les historiens, c'est comme les poux, ça se faufile partout". Cette formule est de Germaine Tillion et j'en ferai volontiers ma devise. Elle apparaît à la page 176 du troisième *Ravensbrück* et elle fait partie d'une saynète : le *Verfügbar * aux Enfers*, que Germaine Tillion avait composé à Ravensbrück, en octobre 1944. Il fallait "survivre à Ravensbrück" au double sens du mot : biologique et intellectuel. Pour survivre, l'humour était indispensable et ce fut une des armes de Germaine Tillion. Qui pourra oublier, par exemple, le portrait de Schwester Lisa en "long salsifis gratté" ? Trois textes, donc, celui que publia Albert Béguin, dans la collection des *Cahiers du Rhône*, en 1946, sous le titre *A la recherche de la vérité*, celui qui est paru au Seuil dans la collection *L'Histoire immédiate*, en janvier 1973, celui, enfin, accompagné de textes importants d'Anise Postel-Vinay et de Serge Choumoff, en 1988, toujours au Seuil, dans une collection qui s'appelle tout simplement : *Vingtième siècle*.

Trois textes donc, ou si l'on veut un seul texte, qui s'est transformé au fil des ans : 46 ans entre les premières informations recueillies sur le crime hitlérien et la publication de cette édition "entièrement refondue" et qui le sera peut-être encore, en référence à ce "pouvoir illimité de l'événement" dont parlait Martin Buber et qui échappe toujours à l'"emprise de l'historien". Pour comprendre le livre de 1988 dans toute sa dimension, il faut lire ces trois textes dans leur épaisseur temporelle, Germaine Tillion ne parle-t-elle pas dans sa dernière version de "cette re-présentation incertaine que l'on appelle l'histoire" et qui est séparée par un gouffre de ce qui s'est "réellement passé" ? C'est à cette "re-présentation incertaine" qu'elle a travaillé toute sa vie, inséparablement ethnologue, utilisant des sources orales, et historienne, maniant informations orales et sources écrites.

Le premier *Ravensbrück* que Germaine Tillion nous décrit aujourd'hui, comme formé de renseignements "discontinus", "encore trempés dans le flou du réel", n'était pas qu'un témoignage parmi d'autres, il était une enquête sur ce qu'elle savait en 1942 et sur ce qu'elle avait appris depuis, une enquête selon Mauss et Durkheim. L'hypothèse centrale, qui était cet essai et qui relève de ce que j'appellerai un marxisme à l'état sauvage, bien dans l'esprit du temps, se trouve à la page 48 : "Monsieur Himmler, propriétaire, rendait le service de débarrasser Monsieur Himmler, ministre de la police, de tous ses ennemis. En

échange, Monsieur Himmler, chef de la police, fournissait indéfiniment à Monsieur Himmler, propriétaire, de beaux dividendes, sous forme de bétail humain tout frais, pour remplacer celui qu'il usait à un rythme accéléré. Quelle merveilleuse utilisation de landes incultes et de marécages, pour un capitaliste ingénieux ! Là où rien ne pousse, on installe un camp de concentration et c'est une véritable mine d'or ! C'était même si merveilleux, qu'à partir de 1943 il apparaît très nettement que le souci des dividendes a primé celui d'une extermination rationnelle des ennemis de l'Allemagne". L'intuition était juste, mais nous savons que cette mutation a eu lieu dès 1942, c'est le sens de la fameuse lettre du 30 avril, de Pohl à Himmler.

Le second *Ravensbrück* est publié dans un contexte tout différent. Germaine Tillion a dû se faire comparatiste. Elle connaissait le goulag par Margarete Buber-Neumann, mais un discours sur le goulag aurait difficilement passé la rampe en 1946. Germaine Tillion a collaboré dès 1951 à l'enquête de David Rousset. Mais un autre terme de comparaison intervient aussi : l'Algérie. Le second *Ravensbrück* comporte en annexe, sous le titre, plein d'un humour noir : *Anciens SS en Algérie*, un témoignage de Nelly Forget, qui montre que les anciens SS n'étaient pas forcément les pires. C'est là une des circonstances qui ont débarrassé Germaine Tillion de ce qu'elle appelle dans le second *Ravensbrück* son "chauvinisme naïf". Enfin, la publication en 1968 de la thèse de doctorat d'Olga Wormser-Migot, *Le système concentrationnaire nazi*, avait remis en question, en quelques phrases rapides, l'existence même d'installations d'anéantissement dans les camps de l'Ouest. Réponse y est donnée sur Ravensbrück, sur Mauthausen et même, au-delà de ce que permettent les sources, sur Dachau. Dans ce second *Ravensbrück*, Germaine Tillion utilise une déjà abondante documentation écrite (liste du convoi du 30 janvier 1944), et ceci, de façon sévèrement critique.

Le livre de 1988 développe d'une façon à la fois plus critique encore et plus personnelle, et les intuitions de 1945, et les analyses de 1972. Le délire des négateurs est sans doute en partie à l'origine de ce grand livre. Ils auront donc servi à quelque chose.

A cet ensemble, je poserai quelques questions. La première série portera sur le rapport entre les témoins et les historiens, autrement dit, sur le rapport entre histoire orale et histoire fondée sur des témoignages écrits. Comme d'autres l'ont noté, très souvent, les témoins de la tragédie ont le sentiment d'être incompris des historiens. Faut-il opposer une

histoire institutionnelle, dont le grand livre de Raul Hilberg : *La destruction des juifs européens*, offre le modèle à une histoire plus impressionniste, qui ne parviendrait peut-être pas à une vérité d'ordre statistique, mais qui prendrait en compte le vécu, celui des victimes, comme celui des bourreaux ?

Il n'est pas vrai qu'on puisse opposer en bloc, quels que soient les principes, la sécurité que donne le document écrit et l'imprécision, voire le mensonge de l'horreur. Germaine Tillion le montre dans son livre. Que vaudrait l'acte de naissance de Sylvia Johanna Aylmer à Ravensbrück, le 21 mars 1945, si nous n'avions pas le témoignage de sa mère, Madeleine Roubenne (*Voix et visages*, mai-juin 1980) ? Le témoignage ne va pas de soi, comme Germaine Tillion l'écrivait dans le premier *Ravensbrück* : "Celles qui voulaient vraiment ignorer pouvaient à la rigueur le faire, tout au moins, en partie."

La mémoire, ça ne va pas non plus de soi. S'il lui arrive de s'enrichir de mensonges, il lui arrive aussi de s'ouvrir à des vérités non perçues sur le moment même. En témoigne par exemple le livre de Pierre Francès-Rousseau, *Intact aux yeux du monde* (Hachette). En témoigne aussi le film de Lanzmann, *Shoah*.

Certes, il a fallu, dès le camp, faire la "chasse aux fantômes". Il est essentiel de prouver par des documents écrits, même s'ils sont rédigés en langage codé, que l'extermination à Ravensbrück dans les premiers mois de 1945 n'est pas un vain mot. Mais il faut aussi montrer que le "Jugendlager" d'Uckermark n'est pas ce lieu mythique que l'on appelait au camp "Mittwerda". Le mensonge et le bobard font aussi, comme le montre Germaine Tillion, partie de la vérité du camp.

Dans quelques cas, tout de même, il peut revenir à l'historien de départager les témoins. Il existe par exemple des témoignages contradictoires sur le destin du courrier qui fut rédigé par les détenus à Auschwitz. Ces lettres étaient-elles vraiment expédiées ? Le livre récent de Julien Lajournade, *Le Courrier dans les camps de concentration* (Paris, 1989, Éditions L'Image-Document) permet de montrer que, dès 1942, il y eut une *Brief Aktion der RSHA* (Juden), une "action-lettres" de la police destinée à donner le change sur la réalité d'Auschwitz.

Je n'aborderai que brièvement une question majeure : qu'est-ce qui est essentiel dans les camps du III^e Reich : la fonction d'extermination ou la fonction d'exploitation ? Il y eut, assurément, des variations, mais, comme le montre Pierre Choumoff, il ne faut pas opposer en bloc camps d'exploitation et camps d'extermination. Il ne faut surtout pas opposer en bloc Auschwitz d'un côté, Buchenwald ou Ravensbrück de l'autre. Si l'on tient à cette opposition, on mettra en face Treblinka d'un côté, centre d'abattage, et le ghetto modèle de Theresienstadt. Si l'on prend le système concentrationnaire comme un tout, on verra qu'il n'y eut guère de centre de concentration et de travail qui n'ait eu aussi sa dimension exterminatrice. Inversement, même à Treblinka, il y avait un petit groupe de travailleurs pour faire marcher la machine. Le capitalisme, même au XIX^e siècle, se souciait tout de même parfois de renouveler la force de travail en alimentant les travailleurs. Ce souci ne prima pas dans les camps allemands, sauf, exceptionnellement, dans les sections qui relevaient de grandes entreprises comme Siemens.

* Disponible.

Il n'y a pas d'histoire définitive. En terminant, je voudrais attirer l'attention sur une grave lacune. Nous connaissons assez bien les camps tels que les ont vécus les politiques. Nous connaissons beaucoup moins bien le vécu des prostituées et, en général, des droits communs. Sur le destin des homosexuels, nous n'avons guère que le témoignage de Heinz Heiger, *Les Hommes au triangle rose* (1981), publié, du reste, avec une inadmissible préface de Guy Hocquenghem (Persona, 1981). Les anciens "verts" ne s'expriment pas facilement, mais il y a là une lacune à combler d'urgence.

Quant au fond des choses, Germaine Tillion, dans une lettre qu'elle m'adressait le

15 août 1989, a dit l'essentiel : "Ravensbrück ne fut que le rayon d'une roue, l'immense roue tournante concentrationnaire. Au cœur, il y eut la flamme du génocide juif, visible de partout, connu de partout, débordant jusqu'aux frontières (en Suède, dans le lieu de repos où nous étions soignées, il y avait, approximativement, un quart de résistantes, un quart d'otages, un quart de droits communs, un quart de juives polonaises, provenant, semble-t-il, d'un kommando-usine, évacué sur Ravensbrück). Toutes condamnées à mort ? En tout cas, toutes en cours d'exécution. Par rang d'âge..."

Intervention de Pierre Choumoff

A la suite d'une question posée par Jean Daniel, Pierre-Serge Choumoff est intervenu pour préciser :

La différenciation des camps de concentration et d'extermination se heurte à des difficultés linguistiques dues à l'ambiguïté de l'utilisation des mots tels que camp et extermination.

Une tendance actuelle est donc de définir comme centres de mise à mort les lieux où se perpétrèrent les massacres du génocide, car ils ne disposaient d'aucune possibilité de logement étant voués aux exécutions immédiates. Ils étaient soumis aux directions territoriales des SS : les Chefs de Police, du Gouvernement Général, Globocnik, pour Belzec, Sobibor et Treblinka, et du Warteland pour Chelmno, alors que les camps de concentration du système concentrationnaire dépendaient de l'Inspection générale des camps, près des Offices centraux de Sécurité et d'exploitation économique de la SS à Berlin. Leurs détenus connaissaient d'autres formes d'extermination due aux conditions de vie et de travail ; de plus ces camps furent souvent les lieux d'exécution de prisonniers amenés par les Gestapo locales.

Un mémoire de maîtrise sur Ravensbrück

Le 18 novembre 1989, l'étudiant Fabrice Semuc a présenté un mémoire de maîtrise au professeur d'Histoire contemporaine M.-J. Bariety, à l'Université de Paris IV - Sorbonne. Le sujet exact est le suivant : *Analyse des témoignages de femmes déportées au camp de concentration de Ravensbrück*. Nous ferons dans un prochain bulletin la critique de ce tout premier travail universitaire sur Ravensbrück que nous saluons avec soulagement. Enfin l'Université se penche sur ce phénomène monstrueux, apparu en plein XX^e siècle : l'essai d'implantation d'une société concentrationnaire au cœur de l'Europe.

Et, pour faire bonne mesure, le professeur Bariety, qui depuis trois ans a confié à un étudiant la mission d'écrire une thèse de doctorat sur Mauthausen, organise à la Sorbonne, pour l'année 1989-1990 un séminaire qui porte sur *Allemagne nazie-Univers concentrationnaire*.

A signaler aussi un diplôme de deux étudiants de l'Allemagne de l'Est : Kristine Schlaefter et Frank Schroeder, du 30 janvier 1987, présenté au professeur Kurt Patzold, à l'Université Humboldt de Berlin. Le titre en est : *Prisonnières juives au camp de concentration de Ravensbrück (1937/39-1942)*.

La solution finale fut un processus complexe. L'Opération Reinhard caractérise Belzec, Sobibor, Treblinka et prit fin en octobre 43 comme l'indique un compte-rendu final de Globocnik. Chelmno connu, par contre, un regain d'activité à l'été 44. Mais le génocide se poursuivait alors dans les deux camps du système concentrationnaire déjà impliqués : Majdanek jusqu'à novembre 43 et surtout à Auschwitz jusqu'à novembre 44. Ainsi ce dernier fut à la fois le plus grand des camps de concentration, avec Auschwitz I et III, et le plus grand des centres de mise à mort avec Auschwitz II, Birkenau, équipé des installations de mort les plus gigantesques.

Comment étaient décidées les destinations des convois de mort constitue un problème en lui-même. Pourquoi, pour les déportations de France, Majdanek ou Sobibor parfois, au lieu d'Auschwitz ?

Le premier convoi de déportation d'environ 1 000 juifs partit de France en mars 42, comme suite à un "Bekanntmachung" de Von Stülpnagel à la mi-décembre 41, en tant que mesure de représailles après les attentats de l'automne 41 (en plus de l'exécution de 93 otages dont de nombreux juifs). Il est clair que ce convoi, prélude à la solution finale, s'inscrit également dans la politique de répression vis-à-vis de l'ensemble de la population française, ce que l'on ne souligne jamais assez.

Un message d'Inka la Tchèque pour "Danielle" du Block 32 et "les autres filles de Ravensbrück"

Hradec Kralove, 6 décembre 1989 :

Aujourd'hui c'est le premier salut de la libre Tchécoslovaquie.

Nous avons gagné !

Vingt-et-un ans d'oppression par un parti et son puissant appareil ! Et maintenant c'est fini.

Ce sont nos enfants qui ont fait cela.

C'est une révolution faite par nos enfants dans l'ordre et la civilisation.

Nous sommes tellement fiers de cette jeunesse sans désordre mais avec une grande dignité et une grande générosité — totalement unie !

Une seule devise : la liberté pour tout le monde et la démocratie.

Le destin de notre pays sera en de bonnes mains. Nos enfants l'ont montré.

COLLOQUE D'AVIGNON 22-23 JUIN 1990 "DE GAULLE ET LA RÉSISTANCE INTÉRIEURE"

Sous la Présidence d'Honneur du Général Jean Simon, Chancelier de l'Ordre de la Libération, les Médailleurs de la Résistance de Vaucluse organisent, à l'occasion du Centenaire de la naissance du Général de Gaulle et du cinquantenaire de l'Appel du 18 juin, un colloque en Avignon les 22 et 23 juin 1990 sur le thème : "De Gaulle et la résistance intérieure".

Des historiens et des témoins présenteront des communications sur cette partie de l'histoire de la guerre trop peu connue.

Ce colloque sera suivi de l'inauguration du Musée de la Résistance en voie d'achèvement à Fontaine de Vaucluse.

Le programme, renseignements et inscription seront adressés sur simple demande à : l'Association des Médailleurs de la Résistance de Vaucluse
18, rue des Grottes
84000 Avignon

PRÉ-PROGRAMME

Vendredi 22 juin 1990

9 h 30 : Ouverture du colloque par M. Jean Garcin, Président du Conseil Général de Vaucluse.
J.P. Azema - "Les Français et de Gaulle en 1940"
André Postel-Vinay - "La Première Résistance et de Gaulle"
Daniel Cordier - "De Gaulle - Jean Moulin - le C.N.R."
Pierre Albert - "De Gaulle dans la Presse clandestine"
Discussion
Déjeuner en commun.

15 h 00 : Renée Bédarida - "Les Chrétiens face à de Gaulle"
Adam Raisky - "Les Juifs et de Gaulle"
Stéphane Courtois - "De Gaulle et le PCF"
René Hostache - "La Droite et de Gaulle"
Roger Nathan Murat - "Le Gaulisme en Provence"
Armand Capocci - "Les Syndicats"
Général Bourgues - "l'O.R.A. et de Gaulle"
Discussion
Réception au Conseil Général.

Samedi 23 juin 1990

9 h 30 : Claude Bourdet - "De Gaulle - Frenay"
Olivier Vierworka - Jean William Lapierre - "Défense de la France et de Gaulle"
Lucie Aubrac - "Libération - d'Astier - De Gaulle"
J.P. Levy - "Franc-Tireur et De Gaulle"
Daniel Mayer - "De Gaulle et les Socialistes"
Discussion
René Remond - Conclusion
Intervention de M. le Secrétaire d'État
Déjeuner à Fontaine de Vaucluse
Inauguration du Musée de la Résistance par M. Meric, Secrétaire d'État aux Anciens Combattants.

Journal et lettres de prison 1941-1942*, par Boris Vildé

Comme René Parodi, comme Jean Texcier et bien d'autres encore, Boris Vildé est une bonne partie de ses collègues du Musée de l'Homme créent dès 1940 un réseau de Résistance.

Né à Saint-Petersbourg, Boris arrive en France après quantité d'aventures, plus ou moins liées à son anticonformisme. Mobilisé en 1940, fait prisonnier, il s'évade et retourne travailler au Musée de l'Homme où il prend insensiblement la tête du réseau. Dès mars 1941, il est arrêté comme nombre de ses collègues. Ils avaient eu le temps de créer un journal, *Résistance*, rédigé essentiellement par Jean Cassou qui, lui, ne sera pas arrêté, du moins, pas cette fois-là. D'autres noms nous sont familiers : Agnès Humbert, Paul Rivet, notre camarade Yvonne Oddon... Parallèlement à la rédaction du journal, ils avaient réussi à accumuler un certain nombre de renseignements et à les faire parvenir à Londres.

Boris Vildé nous a laissé un journal de prison : un journal qui fait penser et non à lui, Boris, mais à cent sujets qui l'intéressent et qui se situent presque tous en dehors des événements immédiats.

Irène Vildé-Lot, sa femme, très malade, rêvait que ce journal fût édité avant qu'elle ne meure à son tour. L'édition a tardé, elle est morte sans avoir vu ce "Cahier N° 7", et dans un profond désespoir qu'elle réussit à surmonter si bien qu'elle mourut, le sourire aux lèvres.

Le journal de Boris Vildé se situe en dehors du temps. Il y parle de son grand amour — Irène — et des livres qu'elle lui apporte. Grâce à elle il réussit à apprendre le grec et le sanscrit pendant qu'il est à Fresnes, à s'enrichir de mille lectures. Ses deux héros : Nietzsche et le Christ. Le bouddhisme et Cakya-muni peut-être aussi. De son malheur, il ne parle guère et, d'ailleurs il est heureux, plus vivant que jamais. Il me fait penser à une histoire que je ne cessais de me répéter — et avec joie — une fois jetée dans le secret de ma cellule, histoire enfantine et terriblement profonde, contée en des temps heureux où nous ne pouvions la comprendre par notre ami B. Dorival : "Quelles furent les dernières paroles du Comte de la Roche Biquet en montant sur l'échafaud ? — Tout ça, c'est rien quand on a la santé". Boris est en bonne santé.

Passionné par trop de choses pour penser à lui-même, Boris Vildé se considère comme un aventurier. Il l'est, en effet puisque de Saint-Petersbourg où il est né, il est arrivé en France via l'Estonie, la Lettonie, l'Allemagne, repoussé d'un endroit à l'autre par son anticonformisme. Mais il est avant tout un aventurier de l'esprit.

D'abord emprisonné à la Santé (au sortir de la rue des Saussaies), il ne peut commencer à lire et à travailler qu'à Fresnes. Mais alors, quelle orgie de lecture ! La collection : *L'Évolution de l'humanité* est engouffrée avec passion. Pascal accompagne ses journées, ainsi que la Bible (surtout le Nouveau Testament).

Pourtant ce n'est pas un ascète ; il a su boire la vie dans tout ce qu'elle a de beau et

de bon, rêvant parfois à certains mets particulièrement savoureux, à certains vins qu'il a appréciés en connaisseur. Mais vient avant tout l'amour qu'il porte à Irène, sa femme, et cela va très loin : il le met pratiquement au rang des grands élans mystiques. Son exécution est presque certaine, peu lui chaut : il veut apprendre et encore apprendre avant de disparaître. Cet homme, qui va être fusillé, est un ouvrier de vie intérieure.

Fusillé, il le fut le 23 mai 1942, à 32 ans, après avoir écrit à sa femme, qu'il avait vue le jour même sans rien lui dire. Il le fut en bonne compagnie tous sans peur et sans reproche : A. Lewitsky, P. Walter, René Sénéchal, dit "le gosse" à cause de son jeune âge, Andrieu, Ithier, Nordmann.

Les femmes furent également condamnées à mort, mais elles ne furent pas exécutées. Elles furent déportées ce qui eût pu être pire

(cf. Jeanne ou Claire Grasset, les sœurs Tambour, Arlette de Montlaure et tant d'autres...). Nous les avons connues : Yvonne Oddon, Sylvette Leleu.

J'ajouterai encore ceci : dès l'arrestation de ses amis, Koury (Germaine Tillion) fit des pieds et des mains pour les sauver. Elle parvint à toucher le cardinal Baudrillart par l'entremise d'une certaine (et sympathique) M^{lle} Devime laquelle réussit à obtenir de lui une demande de grâce.

Hélas, lorsque Koury alla chercher la lettre, M^{lle} Devime étant malade, Germaine Tillion fut reçue par le chanoine Tricot, de triste mémoire : il déchira la lettre du cardinal en disant : "Je ne veux pas utiliser le cardinal Baudrillart dans cette affaire. Ces gens-là n'ont que ce qu'ils méritent".

Germaine Tillion se souvient de cette phrase mot pour mot. Anne-Marie Bauer

IN MEMORIAM

Léonie Meysambourg

Inexorablement les vides se font autour de nous, déportées de la Résistance.

La Moselle vient de le vivre bien douloureusement une fois encore. Notre amie Léonie Meysambourg a rejoint la maison du Père où beaucoup des nôtres ont dû l'accueillir. Avec ce nouveau départ une page d'histoire est tournée et vient s'ajouter au livre dont chacune des pages comporte une tranche de vie différemment vécue.

Comment, mieux qu'en la laissant parler elle-même, rapporter l'activité résistante de Léonie ?

A travers le volumineux dossier confié par sa famille j'ai trouvé ce "résumé" que je n'hésite pas à remettre tel quel.

Suzette Thiam



Le 1^{er} septembre 1939, Sarreguemines se trouve dans la zone militaire à évacuer.

Mon mari, moi-même et mon fils Jean-Jacques âgé de 14 ans, nous nous réfugions alors à Attigny-les-Darney dans les Vosges, où nous réussissons à replier et à réinstaller notre usine de clouterie.

Dès 1940, après la débâcle, nous décidons de ne pas retourner à Sarreguemines, c'est-à-dire en territoire annexé par le Reich, mais la Kommandantur de Darney ne l'entend pas ainsi et nous oblige, en accord avec les autorités de Vichy, à ramener notre usine à Sarreguemines.

Nous décidons alors, mon mari et moi, de ne pratiquer aucune collaboration sous quelque forme que ce soit, ni au plan économique, ni au plan civique.

Cela se traduit par le fait que mon mari ne fait reprendre la production à aucune de ses deux usines, ni à la briqueterie, ni à la clouterie.

Cette attitude et le fait que nous refusons de participer à aucune des activités politiques, organisées par le parti nazi (SANSKK-DFB-WHW-DRK, etc.), auxquelles nous sommes invités, valent à mon mari d'être convoqué et entendu par la Gestapo dès 1942.

Mais en 1942-43 déjà commencent les premières incorporations de force dans la Wehrmacht de jeunes Alsaciens, Lorrains ou Luxembourgeois.

Dès ce moment, mon mari et moi participons à une chaîne de contacts qui s'organise en territoire annexé (ex-département de la Moselle) et comportant des prolongements en territoire occupé (Meurthe-et-Moselle et Vosges), en direction de la Suisse et en liaison avec la Résistance des Vosges.

Cette chaîne, qui permet la transmission de renseignements et de messages, sert aussitôt comme filière d'évasion à de nombreux réfractaires alsaciens-lorrains de la Wehrmacht, qui profitent d'une permission pour ne pas rejoindre le front, à des prisonniers français évadés de Stalag et à des aviateurs alliés dont les appareils ont été abattus.

Toutes ces personnes sont dirigées vers la frontière du Reich (entre l'ancien département de la Moselle et celui de Meurthe-et-Moselle) qu'elles franchissent à l'aide de passeurs. En Meurthe-et-Moselle elles sont accueillies par d'autres membres du réseau qui les dirigent plus loin.

Mon mari et moi participons directement à la recherche et à la transmission de renseignements, à l'accueil, à l'hébergement et au transfert d'évadés, notamment de réfractaires lorrains et d'aviateurs alliés.

* Cahier de l'Institut d'Histoire du Temps présent n° 7 (février 1968).

Malheureusement, la plus grande partie de cette filière d'évasion est démantelée par une vague d'arrestations provoquée par la dénonciation d'un agent double lorrain, le dénommé Alphonse Sherer.

Sherer s'était introduit dans notre filière, faisait partie de l'Intelligence Service mais était également agent de la Gestapo. Il est arrêté après la guerre. Je suis témoin à son procès, ainsi que mon fils. Il sera condamné à mort et exécuté.

Mon mari et moi sommes arrêtés le 30 novembre 1943 à notre domicile par la Gestapo, revolver au poing, et dirigés le jour même sur le Fort de Queuleu à Metz.

Mon mari est transféré au camp de concentration du Struthof le 6 janvier 1944, puis à celui de Flossenbourg, où il meurt le 3 mars 1944 à la suite de mauvais traitements.

Mon incarcération au Fort de Queuleu jusqu'au 19 janvier 1944 est suivie de différents séjours en prison, à Luxembourg, puis à

Cologne-Deutz, Brême, Hamm, Hambourg et de l'internement à Ravensbrück sous le numéro 26 636, à la date du 25 janvier 1944.

A Ravensbrück, les résistantes entretenaient des contacts entre elles, autant que faire se peut. C'est ainsi que je suis en contact avec Geneviève de Gaulle, la générale Lelong et bien d'autres camarades.

Finalement, je suis libérée le 22 avril 1945 par la Croix-Rouge suédoise, agissant sur l'intervention du comte Folke-Bernadotte.

De retour à la maison, Léonie a repris avec courage ses affaires jusqu'au moment où elle a pu les confier à son fils. Retirée, elle s'est consacrée à la famille fondée par son fils et sa belle-fille, dont le père était le général Stoskopf, lui-même mort en déportation au Struthof.

Léonie Meysambourg fut une grande dame, grandie encore par l'épreuve de la déportation, qu'elle a assumée avec dignité et dont elle a su avec sagesse utiliser l'enseignement.

Suzette Thiam

Jeanine Gautier-Dumoulin



Un joli visage souriant surmonté de la haute coiffure à la mode en cet été 1943, le regard attentif de beaux yeux bruns, un accueil chaleureux et confiant : c'est Jeanine Gautier dans le magasin de ses parents, bourre-

liers près du métro La Motte-Piquet, à Paris. Elle aura vingt ans le 23 juillet 1944.

Le va-et-vient des clients permet bien d'autres passages. Celui des jeunes très nombreux, désireux d'échapper au S.T.O. pour rejoindre le "maquis" de la Sarthe. Jeanine fournit à "ses" réfractaires hébergement, tickets d'alimentation, faux papiers. Un courant d'entraide s'est formé avec des membres de Libération, O.C.M. F.T.P. Les parents aussi hébergent des israélites aux abois.

Et voici le dépôt et la répartition de gros paquets du journal *Défense de la France*. Certains exemplaires seront distribués ouvertement à la sortie de l'usine Hispano-Suiza par Ben et Daniel !

Enfin arrivent les cartes d'identité et autres faux papiers que j'apporte toutes les semaines serrées dans ma ceinture... et la reprise des photos et documents indispensables à la confection des suivants. Plus tard, je confie à Jeanine un ou deux faux cachets avec le "mode d'emploi du parfait faussaire" pour parer au plus pressé. Elle s'acquitte avec soin et précision de cette tâche nouvelle.

Mais au printemps 1944, un Alsacien, soi-disant déserteur, Lucien Schwoerer, demande des faux papiers pour rejoindre le maquis. Remontant la filière depuis Belfort, il fait arrêter tous ceux de la Sarthe et de Paris entre avril et mai 1944.

Je retrouve Jeanine à Fresnes, bouleversée de me voir. Nous serons ensemble dans le panier à salade, si bourré qu'il y a deux prisonniers par cellule. J'apprends ainsi ce qu'"ils" savent et ce qu'"ils" ignorent. Cela facilite nos interrogatoires rue des Saussaies.

Après deux mois à Fresnes, Jeanine passe par Romainville (16 juin). Nous sommes

séparées à Neu Brem (1^{er} juillet) et elle arrive, le 7 juillet à Ravensbrück, où elle reçoit le numéro matricule 44692.

C'est ensuite le Kommando de Schonfeld (22 juillet). A l'usine de guerre, elle fait de la peinture au pistolet et de l'enduit au couteau. Elle travaille au ralenti et réussit, avec ses camarades, à doubler la durée du passage et le temps de sortie des ailes d'avion, si bien qu'elles sont remplacées par des gitanes et des Polonaises et envoyées faire du terrassement (mars 1945). Tout cela en compagnie de sa chère camarade Suzanne Feuermann dont elle me disait qu'elle était presque une sœur et qui nous a quittées aussi.

Après le 23 avril 1945, longue errance dans le chaos allemand entre Russes et Anglais, avec des arrêts à Steinbeck, Dessau, avant de trouver le train qui la ramènera en France par Dombasle et Nancy, le 5 juin seulement.

Longue interruption au retour dans nos rencontres : son mariage, sa fille qu'elle élève toute seule avec tant d'amour et de courage, la petite-fille qui fait sa joie. Mais elle prend le temps de travailler régulièrement au fichiers des F.F.L., rue Vergniaud, et je la retrouve devant un stand somptueux à la Maison de la Radio au cours des ventes de charité. Elle est décorée de la médaille de la Résistance et de la Croix de guerre.

A partir de septembre 1987 elle est présente le lundi à l'A.D.I.R. et offre avec son sourire affectueux la tasse de thé et les petits gâteaux traditionnels.

Nommée, par le conseil d'administration de l'A.D.I.R., déléguée pour Paris, le 19 octobre 1987, elle assume toutes les responsabilités de cette charge nouvelle. Toujours ouverte aux autres, discrète et efficace, elle aide par ses conseils et ses démarches les camarades en difficulté : ceux de D.F., celles de l'A.D.I.R. Elle continue aussi les visites amicales aux plus atteintes.

Je la retrouve aux assemblées générales de l'A.D.I.R. Une dernière fois en 1989. Sa coiffure coquette me révèle le mal qui l'a touchée : "Eh oui ! j'ai un cancer aux poumons". Mais son sourire est toujours vrai, heureux, plein d'affection, tel que lors de nos premières rencontres... il y a 46 ans.

Le cœur serré, je revois cette vie simple et modeste de Jeanine, pleine de bonheurs et de peines. Vie difficile et douloureuse terminée si brutalement et dont elle a dû voir approcher la fin avec son courage habituel. Vie que sa gentillesse naturelle, son oubli de soi, son ouverture aux autres ont faite riche et lumineuse.

A.L.D.

Anne-Marie Klasen

Le 16 août dernier s'éteignait à Guéret, sa ville d'adoption, notre amie Anne-Marie Klasen. Lorraine de naissance et de cœur, tout naturellement elle fuit l'occupation et se retrouve en Saône-et-Loire où elle apporte à la Résistance son précieux concours. Arrêtée, internée à Dijon puis à Fresnes, déportée fin janvier 1944 elle arrive à Ravensbrück le 3 février dans le convoi des 27 000. Au block 13 sa personnalité, toute de solidarité, de bonté, de dévouement, a tout lieu de se manifester. Puis à Hanovre, en sa qualité d'interprète, elle s'efforce "d'arrondir les angles" avec les "souris". Mais là ne s'est pas arrêtée son action. Depuis son retour, en fort mauvaise santé, elle n'a jamais cessé de se dévouer pour tout ce qui avait trait à la Résistance, à la déportation, à toutes les causes nationales, départementales, paroissiales, envers tous ceux qui avaient besoin d'un secours ; elle était là, présente, se dépensant sans compter jusqu'à l'extrême limite de ses forces.

C'est une grande Française qui s'en est allée vers la récompense suprême à laquelle elle croyait fermement.

Henriette Labussière

La rencontre des 57 000

C'est dans le cadre superbe du Palais d'Orsay que le repas des 57 000 a eu lieu le 25 octobre dernier. Peu de temps avant, une plaque avait été apposée à l'intérieur du musée en souvenir des déportés et prisonniers ayant quitté le sol français par la gare d'Orsay.

Ce musée étant fermé le lundi, la salle de restaurant avait pu nous être réservée. Celle-ci, est installée dans la salle à manger de l'ancien hôtel. Ses plafonds, peints par Gabriel Ferrier, représentent une "Allégorie des périodes du temps", le salon qui lui fait suite étant orné des "Routes de l'Air", de Benjamin-Constant.

Notre secrétaire générale nous avait fait l'amitié de se joindre à nous.

Très attachées à cette rencontre, les unes se retrouvent parfois après des années, d'autres, malheureusement, ont disparu. Le noyau s'amenuise d'année en année, mais parents et amis viennent combler les vides. Et chaque fois ce sont des retrouvailles renouvelées pour notre plus grand plaisir.

Nous savons toutes, les 57 000, ce que représente ce convoi du 15 août 1944, souvent disloqué en Allemagne, séparé, partagé. Combien d'entre nous n'ont pas eu la chance d'être là aujourd'hui ! Aussi, nous, les rescapées, restons très liées.

"Ce n'est qu'un au revoir", maintes fois chanté au camp, n'est pas loin. Nous nous retrouvons ici-bas avant de retrouver celles qui nous ont quittées.

Bravo aux organisatrices pour cette heureuse initiative.

G. Lebrell

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

aura lieu le jeudi 8 mars 1990 à 14 h 30
au Centre Chaillot-Galliera

28, avenue Georges V, 75008 Paris (métro Alma-Marceau ou Georges V)

Cette assemblée générale a lieu l'année du 50^e anniversaire de l'appel du 18 juin. C'est pourquoi nous avons invité le général Simon, grand chancelier de l'Ordre de la Libération et président de l'Association des Français libres.

Elisabeth de Miribel, témoin de "l'Appel" aux côtés du général de Gaulle, a bien voulu accepter de nous parler de ce grand moment de notre histoire.

Le déjeuner du 9 mars doit être une fête pour l'anniversaire de notre retour ? Soyons aussi nombreuses que possible pour célébrer ces deux journées.

Jeudi 8 mars

A 14 h 30 : Assemblée générale au Centre Chaillot-Galliera, 28, avenue Georges V, 75008 Paris (métro Georges V ou Alma-Marceau).

A 18 h 30 : Ravivage de la Flamme à l'Arc-de-Triomphe.

A 19 h 15 : Buffet-dîner à la Maison des Polytechniciens, les transports seront assurés par des autobus parisiens. Le prix de ce repas est fixé à 230 F.

Vendredi 9 mars : Déjeuner de détente où nous accueillerons nos camarades et les membres de leurs familles qui souhaiteraient y participer. ce déjeuner aura lieu aux environs de Paris, dans une demeure dont le choix

n'est pas encore fait. Le prix du repas est fixé à 200 F. Le transport par car au départ de l'A.D.I.R. et retour à l'A.D.I.R. sera offert par l'Association.

ELECTIONS

Les membres sortant cette année sont : M^{mes} Anthonioz, Charpentier, Fleury, L'Herminier, Mella, Vernay.

COTISATIONS ET POUVOIRS

Nous serions reconnaissantes à celles de nos camarades ne l'ayant pas encore fait de bien vouloir s'acquitter avant l'assemblée générale de leur cotisation 1989 (montant minimum 50 F) auprès de leur déléguée ou de l'A.D.I.R., C.C.P. Paris 5.266-06 D.

Parachutages en Corrèze

Notre camarade Anne-Marie Bauer a raconté, dans un récent bulletin, le travail qu'elle a effectué en 1942 pour fournir à la R.A.F. de bons terrains de parachutage et d'atterrissage dans la Corrèze, ainsi que des équipes volontaires de réception.

Estimant qu'elle n'avait pas assez clairement expliqué en quoi consistaient ces recherches, les précisions et les vérifications qu'elles exigeaient elle nous a envoyé ce court texte complémentaire :

Lorsqu'il s'agissait d'un terrain n'ayant pas encore servi, ignoré encore de la R.A.F., il fallait appliquer certaines consignes bien précises. C'est ainsi que dès mon premier voyage à Saint-Privat (peut-être lors du deuxième seulement), Antoine Geoffroy Dechaume et, sans doute, Condamine m'ayant montré des terrains possibles, je vérifiai leur résistance aux chocs. Après quoi j'arpentai le ou les terrains en tous sens : 400 mètres carrés minimum, 600/300 pour un Lysander (atterrissage par petit avion). Je notai très exactement la latitude et la longitude des endroits choisis grâce à une carte Michelin, tout bêtement.

Autour de Saint-Privat il y avait, à l'époque, peu de problèmes : la lande nous attendait. Quant aux caches, quelques coups de pioche préparaient un abri sûr, ce qui n'empêcha pas Condamine de placer des armes sous son toit.

Les transports se faisaient suivant les besoins. Armes (mitraillettes, plastic, appareils divers : postes émetteurs, Euréla (pour guider les avions en dehors des pleines lunes), argent, etc. Quant à l'équipe de réception, elle me fut présentée par Antoine Geoffroy Dechaume (et probablement Condamine) : des ouvriers travaillant au barrage sur la Dordogne, un contrebandier belge qui se trouvait là et des hommes recrutés sur place.

J'ai appris récemment par M^{me} Condamine à qui je téléphone parfois, que des juifs s'étaient réfugiés dans les parages. Comme au

Chambon, les gendarmes donnaient l'alerte en cas de danger et à temps pour que chacun pût fuir.

Je n'ai entendu parler d'aucune trahison, ce qui prouve une fois de plus la fausseté du film : "Le Chagrin et la Pitié".

Pour le terrain de Ceyrat, près de Clermont, j'eus, en un sens, plus de peine. Il était très petit et je passai vraiment un mauvais et très long moment à arpenter l'endroit en long et en large.

En revanche, de l'équipe de réception, des caches et du reste, je n'eus pas à m'occuper. Je fus presque surprise lorsque Paul Schmidt, avec qui je travaillais, me dit que le terrain avait été accepté par la R.A.F. Ce terrain était vraiment petit.

Au retour, il fallait, parfois, acheter les lampes de poche nécessaires au repérage du terrain par l'avion anglais.

Parfois aussi, il y avait des sommes énormes à changer. Mais ceci est une autre histoire.

Anne-Marie Bauer

Décorations

Ont été promues Chevaliers de la Légion d'honneur nos camarades : Odile Benoist-Lucy, Chantal Benoist-Lucy, Reine Claude.

Ont été promues Officiers nos camarades Yvonne François et Renée Maurel.

A été élevée au grade de Grand officier notre camarade Yvette Farnoux.

Communiqué

M^{me} Rosette Contet vient d'être nommée déléguée adjointe de M^{me} Raymonde Perrier, déléguée du Rhône.

CARNET FAMILIAL

NAISSANCES

Notre camarade Colette Chainé-Desbrosses, de Paray-le-Monial, a la joie de vous faire part de la naissance de sa petite-fille Gwendoline, le 24 novembre 1989.

Notre camarade Madame Couillaud est heureuse de vous faire part de la naissance de son petit-fils Grégoire, né le 29 décembre 1989 à Antony, fils de Françoise et Olivier Petit.

Notre camarade Paulette Redouté est heureuse de vous faire part de la naissance de sa petite-fille Carole, le 23 avril 1989.

Notre camarade Line Handschuh a la joie de vous faire part de la naissance de son petit-fils, Thomas Handschuh.

Notre camarade Lise Pasto, de Clermont-Ferrand, a la joie de vous faire part de la naissance de son petit-fils Julien.

Notre camarade Annie Fayet, de Clermont-Ferrand, a la joie de vous faire part de la naissance de sa petite-fille Elsa Jade.

DÉCÈS

Notre camarade Maggie Foucault (Hirth), de Cannes, est décédée en novembre 1989.

Notre camarade Yvonne Barge, de Thiers, est décédée en août 1989.

Notre camarade Madame Vidal, de Clermont-Ferrand, est décédée en décembre 1989.

Notre camarade Madame Mantin, de Vichy, est décédée en 1989.

Madame la générale Frère, ancienne déportée à Ravensbrück, est décédée le 11 décembre 1989.

Notre camarade Jacqueline Prodhomme, de Paris, a perdu son époux le 29 novembre 1989.

Directeur-Gérant : G. ANTHONIOZ

N^o d'enregistrement à la
Commission paritaire : 31739

GROU-RADENEZ & JOLY IMPRIMEURS - (1) 42 60 37 37 - PARIS 6